

28 mai 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Donald Tusk, Premier ministre de la République de Pologne, sur les relations franco-polonaises dans le cadre de la construction européenne et sur la perspective de l'élargissement de l'Union européenne à l'Ukraine et à la Géorgie, à Varsovie le 28 mai 2008.

LE PRÉSIDENT - Merci Monsieur le Premier ministre. C'est pour moi un grand plaisir de vous rencontrer une nouvelle fois. J'ai le souvenir de notre première rencontre, en 2005, à GDANSK. Vous étiez, à l'époque, candidat. Vous voici Premier ministre. J'ai vraiment l'ambition que nous puissions travailler main dans la main, Polonais et Français, tout au long de la Présidence française. Nous avons débattu de tous les sujets de convergence entre nous et ils sont nombreux : l'Otan, initiatives à l'Est, la défense de la politique agricole commune. La France doit être ouverte et compréhensive face à cette Pologne qui se développe, qui a divisé par deux son chômage puisqu'aujourd'hui vous êtes à 9 %, qui a une croissance très forte mais une énergie qui repose essentiellement sur le charbon à 90 % et, en même temps, j'étais très sensible au fait que vous partagiez l'ambition de l'Europe de préserver les équilibres de la planète et d'être exemplaire d'un développement durable. C'est bien de cela dont nous avons parlé pour voir comment on peut trouver un chemin commun pour que ce paquet énergie climat soit adopté d'ici à la fin de 2008.

Je voudrais également vous dire combien j'apprécie votre soutien sur le pacte européen pour l'immigration. La Pologne est, aujourd'hui, un pays d'émigration mais son succès économique va en faire un pays d'immigration et, partant, c'est ensemble que nous allons pouvoir donner aux Européens la conviction que l'Europe est là pour les protéger et non pas pour les inquiéter. Vous savez, Monsieur le Premier ministre, cher Donald, le Traité simplifié est une étape, ce n'est pas une fin en soi. Il nous reste tout le chemin à faire maintenant pour montrer que l'Europe est au service de la protection des Européens. Comme vous le voyez, c'est pour moi et pour les ministres qui m'accompagnent -je les en remercie- un honneur, un plaisir que de venir ici en Pologne et je dis à nos amis polonais : vous avez une grande responsabilité en Europe, vous êtes l'un des six grands pays d'Europe. Cela vous crée des droits, comme la France, mais cela vous crée aussi des responsabilités et la Présidence française compte sur vous, sur votre soutien, sur notre échange pour qu'ensemble, on donne une nouvelle vigueur à l'Europe qui en a bien besoin.

QUESTION - Monsieur le Premier ministre au moment même où la France fait de la Méditerranée une priorité de sa prochaine présidence de l'Union, vous soumettez avec les Suédois un nouveau plan pour équilibrer le vieux continent vers l'Est. Officiellement, il n'y a pas de lien entre ces deux initiatives et puis la Pologne a sa géographie, son histoire. Néanmoins, cette coïncidence nous amène à vous poser la question de savoir si vous soutenez sans réserve ce projet d'Union pour la Méditerranée et, si vous avez des réserves, quelles sont-elles ?

LE PREMIER MINISTRE - Tout d'abord, je voudrais vous dire les mots de Monsieur le Président

LE PREMIER MINISTRE - Tout d'abord, je voudrais vous dire les mots de Monsieur le Président SARKOZY quand il a dit que quand il est à KIEV, en fait, il voit qu'il est dans une ville européenne. Même si ce n'est pas une ville qui est dans l'Union européenne, c'est une ville européenne. Cela montre bien que notre projet d'approfondissement de la dimension Est, notre projet de création de la construction d'une perspective européenne - même si ce n'est pas rapide pour l'Ukraine - ce projet de rapprocher la population biélorusse des standards démocratiques, tout cela montre, qu'en fait il y a une acceptation pour cela grâce aux propositions faites, par exemple, par Nicolas SARKOZY. Donc, ce n'est pas une obsession polonaise, ce n'est pas un projet polonais, c'est une conscience européenne et le leader de ce processus est notre hôte, Monsieur le Président de la France. Parce qu'il faut savoir que l'Europe qui est en dehors de l'Union européenne a aussi une culture européenne, une tradition européenne avec je peux aussi dire que nous comprenons, nous apprécions bien les efforts de la France, du Président français, de la Présidence de la France en vue d'intensifier le processus de Barcelone. Donc, avec ce processus, que nous appelons maintenant l'Union pour la Méditerranée, nous, les Polonais, nous comprenons très bien combien il est important de pouvoir coopérer dans le cadre de l'Europe et aussi près de ses frontières géographiques, culturelles et autres. Il n'y a pas de conflit entre ces projets. Bien au contraire, ces projets sont compatibles, ces projets en fait, montrent la même approche, la même philosophie sur l'Europe et sur la politique de voisinage. C'est pourquoi, je pourrais dire, de manière très responsable, que cette coopération entre la France et la Pologne, ce n'est pas quelque chose de conjoncturel, c'est vraiment quelque chose de très profond qui a sa source dans nos convictions politiques, sociales et aussi de nos peuples, je l'espère.

QUESTION - Je voudrais vous poser la question : est-ce que vous croyez que c'est l'Ukraine qui devrait être cette dernière étape de ce partenariat, est-ce que l'Ukraine devrait devenir membre de l'Union européenne et quand ?

LE PRESIDENT - Quand on va en Ukraine, quand on visite KIEV, on est devant une capitale européenne. C'est ce que j'ai dit à nos amis polonais et c'est difficile de présenter un constat différent si on veut bien regarder honnêtement les choses. Vous connaissez ma position sur ce grand pays qu'est la Turquie dont je n'ai jamais considéré que c'était, à proprement parler, une puissance européenne. Donc, sur le plan du principe, que l'Ukraine et que KIEV appartiennent à l'Europe géographique, culturelle, c'est, me semble-t-il, une évidence. D'ailleurs, en tant que Président de l'Union, dans un mois, j'aurai à organiser le Sommet Union européenne - Ukraine qui se tiendra en septembre. Mais, en l'état actuel des choses, et j'ai rencontré plusieurs fois le Président ukrainien, sa préoccupation n'est pas celle d'une adhésion, sa préoccupation est celle d'un partenariat renforcé sur un certain nombre de plans. J'aurai l'occasion de faire des propositions de partenariat à ce moment bien précis. J'ajoute que, s'agissant de l'Otan, pour l'Ukraine comme pour la Géorgie, je veux redire que la France, sur le principe, est favorable à l'adhésion de l'Ukraine comme de la Géorgie. Je parle sous le contrôle d'Hervé Morin. Il faut, pour cela, se déterminer en fonction de l'évolution d'un certain nombre de calendriers notamment les préoccupations de la partie russophone de l'Ukraine et, par ailleurs, la question de l'Abkhazie pour nos amis géorgiens. Sur le principe de l'appartenance à notre continent, je ne parle pas juridique, ni même politique, il me semble difficile d'avoir un autre constat. Je vous remercie.